pe algérien, entend de nouveau, à l'occasion du septième anniversaire du déclenchement de la guerre d'Algérie, renforcer sa solidarité et ses efforts en faveur de leur juste cause.

« Elle salue la lutte courageuse menée par les travailleurs algériens, coude à coude avec l'ensemble de leur peuple, pour l'indépendance et l'intégrité du territoire national et assure l'UGTA de sa fraternelle solidarité agissante ».

NATIONS

Neuf pays d'Afrique et d'Asie condamnent l'emploi des armes nucléaires

NEW YORK, 25 octobre. — La commission politique de l'ONU a interrompu la discussion hier après-midi, sur la question de l'arrêt des essais nucléaires, pour examiner un projet de résolution demandant à l'Union Soviétique de ne pas faire exploser une bombe de 50 mégatonnes avant la fin du mois.

Le dépôt de ce projet, signé par les pays scandinaves, le Canada, le Japon, l'Iran et le Pakistan, a donné lieu à de nombreux incidents de séance, le président, Mario Amadeo (Argentine) se refusant à laisser parler les opposants à une interruption de la discussion.

Neuf pays d'Afrique et d'Asie (Tunisie, Ethiopie, Libye, Nigeria, Somalie, Ghana, Ceylan et Indonésie) ont présenté un projet de résolution assimilant à un crime international l'emploi des armes nucléaires et demandant que tous les membres de l'ONU soient consultés pour l'établissement d'une convention sur l'emploi des armes nucléaires à des fins de guerre.

Cependant, ce projet n'a pu être discuté et, par 51 voix contre 20 et 22 abstentions, la discussion a été interrompue.

Spécialiste de Hitler le vice-amiral KRETSCHMER

(qui a coulé 44 navires alliés)

a présidé au lancement du premier sous-marin de Bonn

L'Allemagne occidentale vient de lancer son premier sous-marin d'après-guerre : 250 tonnes, 40 mètres de long, 6 tubes lance-torpilles, une vitesse toute secrète, tel est le premier né d'une série de douze submersibles que Bonn va faire construire.

C'est le vice-amiral Kretschmer qui a présidé la cérémonie du lancement. Kretschmer, un des plus célèbres sous-mariniers de Hitler, a coulé 44 navires alliés lors de la seconde guerre mondiale. « Que le vieil esprit vous anime ! », a-t-il déclaré à l'équipage. « Sur le sous-marin de M. Adenauer flotte un nouveau pavillon, mais il ressemble étrangement à ses prédécesseurs », est dit les Anglais, qui n'ont pas oublié le sort que Kretschmer réservait à leurs bateaux du temps du Grand Reich.

à Berlin-Ouest

où les autorités américaines ont provoqué un nouvel et grave incident

(De notre envoyé spécial Pierre DURAND)

BERLIN, 25 octobre (par téléphone). — Les forces militaires américaines d'occupation à Berlin-Ouest ont bloqué ce matin, peu après 6 heures, le point de passage de la Friedrichstrasse et amené sur la frontière qui sépare les deux secteurs de la ville 12 tanks et divers engins de guerre. L'entrée dans la zone qu'ils ont ainsi créée est interdite à toute personne, y compris aux journalistes. Deux hélicoptères U.S. observent les lieux.

Pour autant que l'on puisse savoir, il s'agit d'un grave rebondissement de l'affaire du 23 octobre que nous avons relatée hier. On sait que, conformément au règlement en vigueur, la police populaire avait refusé l'entrée de Berlin-Est à deux civils américains qui refusaient de présenter leurs passeports. Des soldats en armes les avaient alors fait pénétrer de force dans la capitale de la République Démocratique Allemande.

Hier, les autorités d'occupation américaines avaient convenu du bon droit de la police de la R.D.A. en promulguant une directive interdisant à leurs ressortissants de se rendre en civil à Berlin-Est.

Mais, au cours de la nuit, le ministère des Affaires étrangères des Etats-Unis démentait purement et simplement la directive de ses représentants à Berlin-Ouest et le secrétaire de presse du ministère, Lincoln White, expliquait qu'il s'agissait d'un « malentendu ». Les Etats-Unis prétendent que leurs ressortissants peuvent pénétrer à Berlin-Est sans subir de contrôle, qu'ils soient en uniforme ou non.

A 6 heures ce matin, une voiture militaire américaine occupée par des civils pénétra à Berlin-Est, revint à l'Ouest aussitôt et se représenta au poste de contrôle quelques minutes plus tard. Les policiers de garde demandèrent alors à voir les passeports des occupants de la voiture. Aussitôt, les Américains prirent les mesures de force évoquées plus haut, demandèrent à rencontrer un officier soviétique et pénétrèrent, armés, dans le secteur démocratique.

Si la police populaire ne faisait pas constamment preuve d'un parfait sang-froid, le pire aurait déjà pu arriver. Et il est évident que certains, à Bonn, comme à Washington ou à Paris, ne souhaitent que le pire.

Bonn propose un « corridor » inadmissible

La démarche effectuée à Washington par l'ambassadeur de Bonn aux Etats-Unis, Grewe, en vue d'inciter les puissances occidentales à réclamer la création d'un « corridor extérritorial » à travers la République Démocratique Allemande entre l'Allemagne de l'Ouest et Berlin-Ouest est considérée ici comme parfaitement « irréelle ».

Il ne saurait, en effet, être question d'amputer la République Démocratique Allemande d'une partie de son territoire. Le problème ne consiste donc pas à rêver d'un « corridor » qui rappellerait celui de Dantzig, mais à reconnaître l'existence de la République Démocratique Allemande et de régler avec elle les problèmes qui pourront se poser au sujet des voies d'accès à Berlin-Ouest lorsque le traité de paix aura été signé. Le problème serait d'autant plus facile à résoudre si Berlin-Ouest était transformé en ville libre, neutre et démilitarisée.

Nouvel appel de Willy Brandt à la guerre

La presse de Berlin-Ouest a fait grand état des déclarations de Willy Brandt devant le 7e congrès de l'Internationale socialiste, qui se tiens actuellement à Rome. On ne pouvait, en effet, mieux traduire les sentiments de tous les revanchards, de tous ceux qui n'hésitent pas, en Allemagne de l'Ouest, à pousser à la guerre pour réaliser leurs plans.

Le maire de Berlin-Ouest s'est élevé contre la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse et de la République Démocratique Allemande, proposée par le leader travailliste Gaitskell : « Nous ne pouvons ! a payer pour le maintien de la paix le prix de 16 millions d'êtres humains vivant dans la zone soviétique », a-t-il déclaré.

Que signifie cette phrase, sinon que les militaristes de Bonn n'ont pas renoncé à mettre la paix du monde en péril en essayant de CONQUÉRIR la République Démocratique Allemande ?

On voit que le danger reste immense. Les mesures provocatrices prises ce matin par les Américains à Berlin font suite aux conversations que le ministre de la Guerre de Bonn, Strauss, vient d'avoir avec son confrère américain, Gilpatrio.

Les deux ministres ont, en effet, décidé d'accélérer l'équipement de nouvelles divisions de la Bundeswehr et ont discuté du stationnement sur le territoire de la République Fédérale de nouveaux renforts américains.

GUY MOLLET préconise la politique du pire

ROME, 25 octobre. — Dans un discours violemment antisoviétique prononcé hier devant le congrès de l'Internationale socialiste, Guy Mollet a déclaré que dans l'affaire de Berlin « *les socialistes français ne sont pas neutres* ». Le secrétaire général de la SFIO s'est déclaré « *prêt à affronter tout, même le pire* ».

Avec Willy Brandt, il s'est vivement opposé à Hugh Gaitskell qui estimait qu'une politique de compromis était nécessaire pour régler la question de Berlin.

Guy Mollet s'est aussi déclaré prêt à « *défendre ce que nos amis allemands entendent nous voir défendre* ».

Un bébé de deux mois l'attendait à la maison...

Dans la nuit du 17 au 18 octobre, des centaines de blessés algériens ont été conduits dans plusieurs hôpitaux parisiens, non pas par la police mais par des passants qui les ont ramassés sur les trottoirs et dans les rues. Partout le personnel médical et hospitalier a donné les soins nécessaires à ces blessés.

A Corentin-Celton, par exemple, le personnel a empêché la police d'entrer dans l'établissement et des friandises ont été offertes aux Algériens. A l'hospice de Bicêtre, c'est une Algérienne blessée, accompagnée d'un enfant, que la police avait amenée alors qu'un bébé de deux mois restait au domicile de cette mère de famille. Son état ne nécessitant pas une hospitalisation, le médecin de service demanda aux policiers de la reconduire chez elle. Ils refusèrent. Alors une infirmière prit un taxi et ramena à son domicile l'Algérienne et son enfant.

A l'hôpital Saint-Louis, ce sont deux militants communistes qui distribuaient des tracts que la police voulut arrêter. Mais le directeur et le syndicat se sont opposés à ce que les policiers, armés de mitraillettes, entrent dans l'hôpital dont les grilles ont été fermées.

A l'hôpital Bretonneau, enfin, après avoir discuté avec le syndicat, un professeur s'est engagé à demander à ses confrères de former un comité de défense de l'hôpital afin de ne plus permettre à la police de pénétrer dans l'établissement pour faire subir des interrogatoires à des blessés.

La solidarité agissante

Après l'appel lancé par le Secours Populaire et publié dans « l'Humanité », la Fédération de la Seine de cette organisation a reçu, au cours de la journée de mardi, 52 parrainage d'enfants algériens.

Le Secours Populaire signale, à ce propos, le cas tragique d'une famille de Saint-Denis dont le père n'est toujours pas rentré et où 14 enfants restent à la maison. De l'argent, des vivres et des vêtements leur ont été portés.

Pour continuer sa tâche, le Secours Populaire lance un nouvel appel : « Apportez vivres, argent, vêtements dans les permanences de la solidarité, ou à la Fédération de la Seine du Secours Populaire Français, 47, rue Hermel, 18e, C.C.P. Genevière Lorée 16451-46 Paris ».

Pour se solidariser avec leur camarade algérien détenu pendant huit jours

Arrêt de travail d'un quart d'heure à la S.A.I.P. de Malakoff

LES travailleurs de l'entreprise S.A.I.P., à Malakoff, ont débrayé hier matin pendant un quart d'heure et voté une motion (signée par l'ensemble du personnel) condamnant les brutalités policières et réclamant la paix en Algérie. Ce texte a été porté à la mairie par une délégation.

Dans cette entreprise, qui emploie une quarantaine d'ouvriers, un travailleur algérien avait été arrêté il y a huit jours. C'est par solidarité que le mouvement d'hier matin a été décidé. Il coïncida avec le retour du travailleur algérien qui expliqua à ses camarades dans quelles conditions il avait été brutalisé. Il participa, d'ailleurs, à la délégation qui s'est rendue à la mairie de Malakoff.

Dès le premier jour, 22.000 frs avaient été collectés parmi le personnel et remis à la famille du travailleur algérien.

La Ligue de l'Enseignement dénonce les mesures de discrimination

La Ligue Française de l'Enseignement vient de publier un communiqué dans lequel elle déclare notamment : « Profondément persuadée que le respect de la personne humaine doit être la base même de toute éducation et de toute vie sociale, dénonce la discrimination dont sont victimes en France les travailleurs algériens. »

En outre, elle s'élève à nouveau contre toutes les tortures physiques et morales qui brisent la personnalité de ceux qui en sont victimes et avilissent ceux qui s'en rendent coupables ».

◇ De son côté, la commission administrative du syndicat national des Chercheurs scientifiques (F.E.N.) demande l'annulation des mesures discriminatoires et appelle à l'union « sans exclusive contre le risque d'un régime de violence qui rappellerait trop le régime de la Gestapo ».

◇ La section du S.N.E.S. du lycée du boulevard Soult déclare, dans une motion que les menaces, les attentats, les répressions brutales « illustrent le danger grandissant du fascisme ».

◇ Au lycée Chaptal, dans le 8e arrondissement, les personnels enseignant et de surveillance et les agents protestent, dans une motion, contre des mesures « dont le caractère discriminatoire est particulièrement humiliant ».

Le M.R.A.P. : « Libération de tous les Algériens encore détenus »

Le bureau national du mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP) qui a dénoncé dès le premier jour les mesures discriminatoires visant les Algériens dans la région parisienne, puis les violences commises contre les manifestants, hommes, femmes et enfants, qui protestaient contre ces mesures, vient de publier un nouveau communiqué dans lequel il s'inquiète du sort des détenus transportés en Algérie.

Il demande également que soient immédiatement libérés les 2.800 Algériens encore détenus, qu'il soit mis fin à toutes la nécessité de reprendre la négociation.

Les propositions "logiques et réalistes" du Président du G.P.R.A. mettent le pouvoir gaulliste dans l'embarras

AUJOURD'HUI, CONSEIL DES MINISTRES

La déclaration faite avant-hier par Ben Khedda, président du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, a mis dans l'embarras tous ceux qui s'efforcent de dénaturer les faits et d'accréditer l'idée que le pouvoir gaulliste n'est pour rien dans la continuation de la guerre.

Cet embarras est également visible dans ce qu'en appelle les milieux officiels, car, comme le soulignait hier matin « Combat » « le discours du chef du G.P.R.A. va mettre la sincérité française à l'épreuve ».

De Gaulle répondra-t-il aujourd'hui ?

L'HEURE n'est plus aux faux-fuyants. Il va falloir que le président de la République, qui, jusqu'à présent, a pu se dérober à toute question précise, se prononce enfin sur le problème algérien.

Il va falloir que, dans le cadre de la Constitution, il prenne une décision qui, quelle qu'elle soit, ne pourra pas ne pas être lourde de conséquences